

Annales concours ecricome 2006

Histoire, géographie et géopolitique  
↖ du monde contemporain



### **ESPRIT GÉNÉRAL**

Cette épreuve vise à vérifier que les candidats disposent des repères nécessaires à la compréhension du monde dans lequel ils devront agir.

L'étendue de l'étude, aussi bien dans l'espace que dans le temps, indique que le programme doit être abordé à partir d'une vision plus synthétique qu'analytique.

Des sujets vastes, précis dans leur formulation, privilégiant la réflexion seront proposés aux candidats.

### **SUJETS**

Les candidats traiteront l'un des deux sujets présentés dans le cadre strict du programme. Des documents peuvent être joints: ils ont pour but d'éclairer certains aspects de la question. Un des deux sujets comportera la réalisation d'un croquis obligatoire comptant pour un quart de la note.

### **ÉVALUATION**

Elle prendra en compte :

- la capacité du candidat à définir le sujet, à le délimiter et à en dégager une problématique pertinente.
- l'organisation des idées selon une démarche logique (plan). Il n'existe pas de plan préétabli, mais des plans plus ou moins efficaces, plus ou moins difficiles à mettre en œuvre pour répondre à la question posée.
- l'aptitude des candidats à sélectionner des exemples concrets, significatifs, démonstratifs.
- les qualités d'exposition (syntaxe et orthographe).

Les correcteurs utiliseront toute l'échelle des notes de 0 à 20.

## ÉPREUVE 2006

**Durée : 4 heures**

*Aucun document n'est autorisé hormis les documents joints aux sujets. Le candidat traitera au choix l'un des deux sujets suivants.*

### SUJET 1

**Les enjeux de la mondialisation pour les économies et les sociétés de l'Amérique latine** (15 points).

**Carte obligatoire** (5 points) :

**Les grands foyers économiques de l'Amérique latine**

*On cherchera l'exemplarité plutôt que l'exhaustivité dans la réalisation du croquis*

(Le sujet comprend 5 documents et un croquis : voir Annexe 1)

### SUJET 2

**Croissance économique et mutations sociales au XX<sup>e</sup> siècle : y a-t-il une "exception française" ?** (20 points)

(Le sujet comprend 8 documents : voir Annexe 2)

### ANNEXE 1

**Document n°1 :**

"Depuis le début des années quatre-vingt, la mondialisation se traduit en Amérique latine par un abandon des politiques de substitution aux importations au profit de politiques de promotion des exportations, dans le cadre de programmes d'ajustement structurel adoptés suite à la crise de la dette de 1982... Ces politiques étaient censées accélérer la compétitivité, les exportations et la croissance... Les exportations de l'Amérique du Sud n'ont pas fourni la forte croissance nécessaire pour réaliser une croissance très rapide des revenus. La région a constaté qu'en cas de forte contraction des marchés extérieurs, la croissance tirée par les exportations peut facilement se transformer en déclin tiré par les exportations. Peut-être aussi l'Amérique latine s'est-elle spécialisée dans les mauvais produits..."

Samuel A. Morley. OCDE. *Problèmes économiques n°2845*, février 2004.



**Document n°2 :**

“Votre tee-shirt et votre téléviseur sont déjà chinois. Quand vous croyez téléphoner à côté de chez vous pour réserver un billet d’avion, ou parler avec le centre de maintenance de votre système informatique, il se peut que votre interlocuteur se trouve à des milliers de kilomètres, le plus souvent en Inde. Demain, le poulet que vous mettez dans votre assiette et le sucre dans votre café ont de fortes chances d’être brésiliens... Avec un modèle performant constitué de grandes exploitations de plusieurs milliers d’hectares, d’une mécanisation poussée et d’une recherche agronomique publique de grande qualité mise au service du secteur privé. À cela il faut ajouter le coût peu élevé de la main-d’œuvre, le faible prix et la disponibilité des terres. Enfin des dévaluations successives du real propres à doper encore un peu plus les produits brésiliens à l’export. Il est facile alors de comprendre pourquoi ce pays se montre aussi agressif au sein de l’Organisation mondiale du commerce (OMC) pour obtenir une libéralisation des échanges”

*Le Monde économie*, mardi 24 mai 2005.

**Document n°3 :**

“Ce n’est pas seulement par conviction ou par idéologie tiers-mondiste que Lula et ses ministres ont répété à foison, du forum de Davos à la conférence de Cancun, du siège des Nations unies aux bureaux du FMI ou de la Banque mondiale qu’il faut aider les pays pauvres en établissant un commerce plus équitable. C’est aussi pour faire patienter l’opinion publique brésilienne (...)”  
 (...)“Le Brésil, cinquième pays le plus peuplé au monde, est un des plus inégalitaires. Les inégalités y sont particulièrement persistantes sur le long terme, même si on note une légère réduction de celles-ci vers la fin des années 1990.”

*Problèmes économiques n° 2871*, 16 mars 2005.

**Document n°4 :**

“(...) comment l’Argentine, riche de son sous-sol et de son agriculture, une des premières puissances économiques de l’après-guerre, pays de classe moyenne cultivée et bien formée, en est-elle arrivée là ? ...D’abord parce que les capitaux sont placés à Genève ou à Miami. “*Les Argentins n’ont jamais beaucoup investi dans leur pays*” remarque un diplomate... Quant à l’économie informelle, elle traduit l’importance de l’évasion fiscale, structurelle en Argentine. La moitié de la main-d’œuvre travaille au noir. Et la faiblesse de la bancarisation (moins de 50% de la population) illustre le manque de confiance des Argentins dans le pays.”

*L’Argentine manque de foi en l’avenir*, *Les Echos*,  
vendredi 21 et samedi 22 octobre 2005.





**Document n°5 :**

“...la crise actuelle en Bolivie montre du doigt le “déficit démocratique” qui afflige l’Amérique latine. Les leaders élus sont mis en échec pour une raison ou une autre en Bolivie, en Equateur et en Haïti. La démocratie est défailante ou absente à Cuba, au Mexique et au Nicaragua, et se voit menacée pour une raison ou une autre au Venezuela et en Colombie... Reste à savoir ce qui peut être fait contre cet état de fait, qui contraste durement avec les perspectives encourageantes qui ont prévalu jusqu’à ces dernières années...Avant que les évènements n’atteignent des extrêmes, il serait peut-être bon que l’Organisation des Etats Américains (et non pas les Etats-Unis) s’en mêle...”

Jorge CASTANEDA, ancien ministre des affaires étrangères du Mexique.  
*Les Echos*, 13 juillet 2005.

**Croquis :**

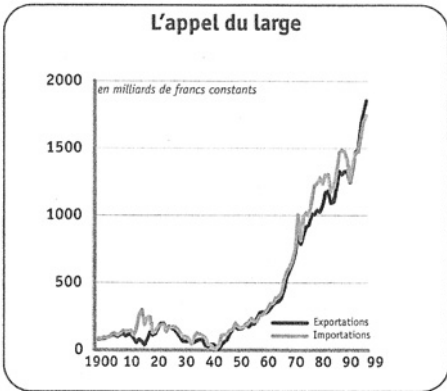
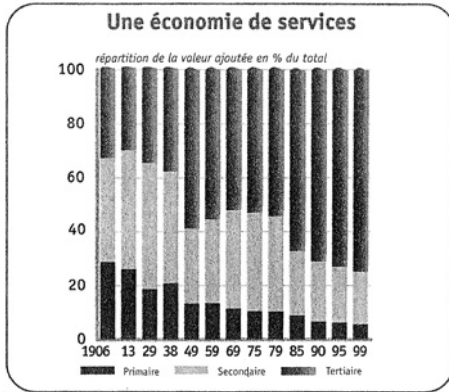
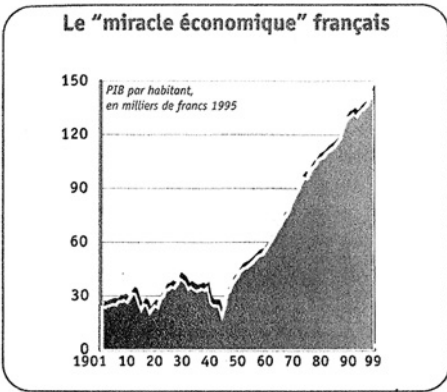
**Les grands foyers économiques de l'Amérique latine**





ANNEXE 2

Document n°1 : les évolutions fondamentales de l'économie française au XX siècle en trois graphiques. (Source : Philippe CHALMIN, *la France au XX<sup>e</sup> siècle. Un siècle d'économie et de société françaises en 100 graphiques*, éd.Euler, 2000).





**Document n° 2 :**

“La tradition française, c’est le *social-colbertisme* : l’Etat qui commande à l’économie au nom d’une ambition politique et d’une volonté de progrès social...Au total, de tous les pays capitalistes, la France est en premier lieu celui qui, séculairement, a été marqué par un Etat plus puissant que les autres au sein de la société, un Etat colbertiste qui n’a cessé de mettre en tutelle l’économie : protectionniste et dirigiste d’un côté, mais de l’autre investisseur, créateur, saint-simonien”.

Michel Albert, *Capitalisme contre capitalisme*, Seuil, 1991

**Document n° 3 :**

“C’est donc un pays vieilli par la prépondérance d’un modèle de transmission du patrimoine à un héritier unique dans une France de petits propriétaires (paysans, travailleurs indépendants), adeptes de la limitation des naissances, qui est affaibli par la Grande Guerre : 1,42 million de pertes, essentiellement militaires, soit 3,5% de la population de 1914...Même si les mécanismes sont infiniment complexes, on ne peut nier que la croissance du baby boom a joué un grand rôle dans la modernisation forcée après guerre d’un pays qui se languissait sur ses acquis depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle”

Vincent Gourdon, *Histoire économique de la France au XX<sup>e</sup> siècle, les Cahiers Français. La documentation Française, n°255*, mars-avril 1992

**Document n° 4 :**

“Au sein de l’Europe, la France fait figure d’exception par ses “performances” démographiques. Avec une moyenne de 1,9 enfant par femme, elle se classe parmi les nations les plus fécondes... Plus significatif encore, estime François Héran, directeur de l’Institut national d’études démographiques (INED) “*la France est le seul des grands pays européens à présenter un net excédent des naissances par rapport aux décès, d’environ 200 000 par an*”

Source : Pierre Le Hir, *le Monde*, 22 juillet 2005.

**Document n° 5 :**

“Au début des années cinquante, après avoir reconstitué son potentiel de production endommagé par la guerre, l’agriculture présente encore son visage traditionnel, hérité de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : celui d’un secteur à la fois fondamental et retardataire dans l’économie nationale... Aujourd’hui, marginalisée en apparence, elle représente pour la France un atout non négligeable dans la compétition internationale”.

Jean-François Eck, *Histoire de l’économie française depuis 1945*, Armand Colin, 1990.

**Document n°6 :**

“Le chômage est la principale cause de la “nouvelle pauvreté”...Au-delà d’une stricte vérité statistique impossible à établir, l’existence de plusieurs centaines de milliers de “nouveaux pauvres”, des clochards traditionnels aux chômeurs en fin de droit, est une réalité à laquelle sont confrontés les organisations de charité et les pouvoirs publics”.

Alain Kimmel, “*Vous avez dit France ?*”, Hachette 1987.

**Document n°7 :**

“Si, jusqu’en 1985, la part des étrangers dans le capital des sociétés françaises ne se situait qu’autour de 10%, on estime que plus de 40% des actions des sociétés françaises sont aujourd’hui détenues par des étrangers, importants fonds de pension américains et britanniques pour la plupart. En ce sens, la France est beaucoup plus “mondialisée” que les Etats-Unis...”

Philip H.Gordon, Sophie Meunier, *Le Nouveau Défi français. La France face à la mondialisation.* Odile Jacob, 2002.

**CORRIGÉ**

**COMMENTAIRE GÉNÉRAL**

Les sujets ECRICOME ont été bien accueillis par les professeurs et les étudiants car jugés conformes à l’esprit et à la lettre du nouveau programme. ECRICOME poursuivra dans cette direction en proposant des sujets dont les libellés seront précis, suffisamment vastes pour privilégier la réflexion et permettant aux étudiants de mettre en valeur les connaissances acquises.

Correction des copies.

Les barèmes et les consignes de correction élaborés lors de la réunion avec les professeurs pilotes ont été pleinement appliqués.

- 35 correcteurs ont été mobilisés pour la correction.
- La moyenne générale est de 10,24.
- L’écart type est de 3,26.

**Le sujet sur l’Amérique latine** a été choisi par environ les 3/4 des candidats. Ceux-ci avaient de bonnes connaissances sur l’Amérique latine mais la problématique du devoir qui devait reprendre la notion centrale “d’enjeux” n’a pas toujours été bien comprise. Un certain nombre de copies se limitent souvent à des clichés réducteurs ou à des banalités sur l’agriculture et sur les villes. Parmi les écueils les plus souvent rencontrés par les correcteurs on doit signaler : la rupture entre l’ISI et l’IPE qui n’est pas toujours bien perçue, le Consensus de Washington qui est peu évoqué, l’Amérique



latine qui est réduite au binôme Brésil/Mexique, l'absence de hiérarchisation entre les pays, les efforts engagés pour se démarquer de la tutelle américaine qui sont mal définis et les rapports avec l'Asie qui sont ignorés.

**L'exercice cartographique** proposé a permis de mesurer la précision dans les localisations et les aptitudes des candidats à réaliser un travail clair et concis. Comment appréhender le monde contemporain en faisant l'impasse sur les cartes ? La place de la carte est confortée par le nouveau programme. ECRICOME continuera d'évaluer le travail effectué pendant les deux années préparatoires en proposant une carte pour un des deux sujets. La carte étant notée sur un quart de la note sa préparation méticuleuse peut s'avérer très "payante". L'exercice proposé a donné lieu à quelques erreurs grossières dans les localisations. Rio De Janeiro et São Paulo sont souvent inversés sur la carte, Buenos Aires fait des incursions au Brésil. Cela dénote de la part de certains candidats un manque de rigueur dans la préparation. Signalons aussi que les correcteurs ont rencontré beaucoup trop de cartes "muettes", ce qui ne saurait se concevoir ici. Peu de candidats enfin ont mis en valeur les dynamiques territoriales.

**Le sujet sur l'exception française** a été traité par un quart des candidats. Ce sujet s'est révélé particulièrement sélectif. C'est ici que l'on trouve les plus gros écarts dans la notation. Les correcteurs soulignent que pour certains candidats le XXe siècle commence en 1945, que la question de l'exception est évacuée et remplacée par une accumulation de faits simplement énoncés en fonction des connaissances plus ou moins bien acquises. Les candidats doivent impérativement analyser tous les termes du libellé afin d'éviter d'être hors sujet ! De très bons devoirs montrent ici aussi que certains étudiants sont capables de faire preuve d'une grande capacité de réflexion. Il faut aussi rappeler aux candidats qu'ils doivent relire leurs copies pour éviter des fautes d'orthographe pénalisantes.

La session a tenu ses promesses et ECRICOME poursuivra le défrichage du nouveau programme avec des sujets novateurs et rémunérateurs pour le travail des étudiants. Les corrigés qui suivent sont surtout destinés à aider les futurs candidats dans leur préparation au concours ECRICOME, ils ne sont pas exclusifs.

### SUJET 1

Les enjeux de la mondialisation pour les économies et les sociétés de l'Amérique latine (15 points)

### Analyse du sujet

#### L'énoncé : les mots du sujet

Les termes du sujet et sa délimitation sont sans ambiguïtés. L'espace à étudier est celui de l'Amérique latine toute entière, ce qui est conforme à l'orientation du nouveau programme qui demande aux étudiants d'être capables de disserter de manière



argumentée sur des ensembles continentaux et d'analyser des documents comme ceux qui sont fournis avec le sujet. Le terme de mondialisation mérite d'être précisé car il est souvent galvaudé. La mondialisation est "l'ensemble des processus relationnels qui se développent au plan mondial par l'expansion du système capitaliste, depuis les dernières décennies du XXe siècle... Les phénomènes de mondialisation résultent surtout des changements au sein du système capitaliste : le libéralisme économique poussé au maximum acceptable avec le fonctionnement des Etats, la diminution du rôle économique et monétaire de ces derniers, la suprématie du dollar et la prépondérance des réseaux anglo-saxons comme de l'anglophonie sur le marché mondial". Y. Lacoste, De la géopolitique aux paysages, A. Colin 2003. Les documents joints font tous référence à la période de la fin du XXe siècle, ils permettent aux candidats de bien cadrer le sujet dans le temps, conformément au programme qui fait référence à la genèse de la mondialisation des années 1970 aux années 2000. Le libellé souligne enfin qu'il faut mettre l'accent sur les économies et les sociétés.

**Les connaissances**

Le sujet se rattache essentiellement au programme de deuxième année mais il renvoie aux concepts relatifs à l'étude de la mondialisation qui ont été étudiés en première année. Les candidats doivent effectuer des choix et montrer leur capacité de synthèse, toute tentative visant à l'exhaustivité étant vouée à l'échec. La démonstration s'appuiera sur des études de cas qui serviront à illustrer les différents points évoqués.

**Problématique/Plan**

Quels sont les chances de gains ou les risques de pertes (les enjeux) pour les économies et les sociétés de l'Amérique latine confrontées au processus de mondialisation ? Cette confrontation n'est-elle pas singulière du fait de la proximité de la puissance des Etats-Unis d'Amérique ?

Le changement majeur pour l'Amérique latine tient à la mutation du modèle de développement économique. La plupart des pays de l'Amérique latine ont abandonné les stratégies de l'ISI pour un modèle "libéral" qui se définit par le dynamisme économique de secteurs intégrés dans la mondialisation, mais sans faire disparaître la pauvreté. De nouveaux risques apparaissent avec la libéralisation des économies. Le processus de régionalisation en cours est-il une réponse à la mondialisation américanisée dans un continent très contrasté économiquement et socialement ? Les évolutions récentes montrent une volonté d'indépendance face à la tutelle américaine. L'Amérique latine est-elle en train d'élaborer une alternative au "consensus de Washington" ? Le peut-elle ?



## Développement

### I. Les enjeux attachés au changement de modèle de développement

- **Le choc de la mondialisation : de l'ISI à l'IPE.** L'industrialisation par substitution aux importations (IPE) est adoptée par la plupart des pays d'Amérique latine touchés par la crise des années 30. Ceux-ci cherchent à réduire la dépendance vis-à-vis de l'extérieur et à développer les industries nationales en invitant les firmes étrangères à créer des industries dans les pays où jusqu'alors elles exportaient leurs produits. Il s'agit d'une fermeture partielle, l'Etat jouant un rôle central par le biais des entreprises publiques (Petrobras au Brésil, PEMEX au Mexique) ainsi que par la mise en place d'infrastructures de transport.

Les limites de l'ISI apparaissent clairement au début des années 80, époque où ce modèle va progressivement être abandonné (document 1). Les entreprises publiques sont peu compétitives, les Etats s'endettent pour soutenir leurs économies et satisfaire les besoins urgents des populations. L'endettement des pays d'Amérique latine va se transformer en crise de la dette. En 1982, le Mexique annonce la suspension des remboursements de sa dette extérieure. Le Brésil, l'Argentine, le Venezuela figurent parmi les pays les plus endettés de la planète et les menaces de crise mondiale se précisent.

- **Le tournant libéral.** La crise est évitée par l'action des organisations internationales (FMI) et par l'action du Trésor américain (plan Baker, 1985) qui organisent un rééchelonnement de la dette. Ces mesures s'accompagnent de "politiques d'ajustement structurel" et de plans d'austérité (plan Cruzado, plan Collor au Brésil) qui vont entraîner une baisse du niveau de vie souvent insoutenable pour les populations. Le plan Brady (1989) invite les pays latino-américains à privatiser leurs entreprises publiques en échange de certaines créances. Les années 80 ont été celles de la "décennie perdue" et celles du changement de modèle de développement au profit du libéralisme étroitement associé à la mondialisation. Les difficultés économiques de la décennie précipitent cependant la chute des régimes autoritaires (Argentine, Brésil, Chili) et s'accompagnent du retour de la démocratie dans beaucoup de pays latino-américains.

- **Le "consensus de Washington".** Les pays de l'Amérique latine réalisent dans les années 1990 des réformes structurelles qui consacrent le triomphe de la mondialisation libérale telle qu'elle est comprise par les Etats-Unis, c'est le "consensus de Washington". Cela se traduit par l'ouverture des marchés à la concurrence étrangère et par la libéralisation financière. Les privatisations au Brésil ont touché tous les secteurs : la sidérurgie (CVRD), l'aéronautique (Embraer), les télécommunications, les transports, les banques. L'Argentine a vendu ses services publics pour faire face à l'endettement du pays, ce qui ne s'accompagne pas de créations d'emplois mais d'un "transfert de propriété assimilable à une saisie" B. Bret. Les pays subissent de plus en plus les contraintes de l'environnement international.



- **Les dangers de la trop grande dépendance vis-à-vis de l'extérieur.** Les dangers de la globalisation financière pour les pays émergents de l'Amérique latine peuvent être illustrés par deux études de cas. Le Mexique déjà touché par la crise de 1982 (crise de la dette), subit une nouvelle crise en 1994-1995. Celle-ci est provoquée par le retrait massif de capitaux étrangers entraînant l'effondrement de la bourse et la dévaluation du peso. Le Mexique ne devra son salut qu'aux autorités internationales (FMI) et à l'aide américaine, mais le remède s'accompagne d'un "traitement de choc" très lourd pour la population. C'est au même moment que se développe dans le Chiapas la révolte des indiens Mayas. En Argentine, les options ultra-libérales de Carlos Menem (dollarisation de l'économie), précipitent le pays dans une faillite quasi générale en janvier 2002, avec un chômage de 40% de la population active.

## II. Les enjeux de l'insertion dans la mondialisation

### - L'insertion dans le commerce mondial

La place de l'Amérique latine est celle d'une périphérie émergente. Les flux internationaux internes au sous-continent sont moins importants que les flux vers les pays de la Triade (Amérique du Nord et Europe surtout). Les produits manufacturés dominent : 59% des exportations, 83% des importations (2003), mais leur solde est négatif. Les produits agricoles (21% des exportations et 8% des importations) et les produits des industries extractives (20% des sorties et 9% des entrées) présentent un solde positif. L'Amérique latine est en cours d'industrialisation, mais son insertion dans le commerce mondial reste marquée par la tradition agro-exportatrice héritée de la DIT classique et par les enjeux liés aux hydrocarbures pour certaines économies, principalement au Venezuela et au Mexique.

Le taux d'ouverture mesure le rapport entre le commerce extérieur d'un pays et son activité économique, il donne des indications sur la vulnérabilité aux contraintes extérieures et de leur impact sur les populations. Certains pays sont très ouverts parce qu'ils sont faibles (Haïti, le Paraguay, le Nicaragua) d'autres parce qu'ils sont forts (Chili, Mexique). Le Brésil est un des pays les plus fermés du continent, les complémentarités entre les régions d'un pays immense permettent une moins grande dépendance vis-à-vis de l'extérieur (B. Bret).

### - L'insertion par les IDE

Les IDE et la présence des FTN permettent de mesurer la plus ou moins grande intégration dans la mondialisation. L'Amérique latine est un continent attractif, mais moins que l'Asie, les IDE ont connu une progression soutenue depuis les années 1990. L'idée d'une totale inféodation aux capitaux américains doit être nuancée. L'Europe a investi plus que les Etats-Unis pendant la décennie 1990, l'Espagne venant largement en tête pour les pays européens. La Chine qui investit au Brésil et au Chili est un nouvel acteur avec lequel il faudra compter. Les IDE se concentrent dans quelques pays : les Etats-Unis privilégient le Mexique et les Européens le cône Sud (Brésil, Argentine, Chili). Les IDE des firmes transnationales concernent tous les secteurs.





Les investissements industriels étrangers ont profité de l'ouverture des économies et des privatisations pour s'implanter dans les pays leur permettant une remontée des filières vers des industries de haute technologie. Les capitaux étrangers ont surtout investi les branches telles que la chimie, la mécanique, les industries électriques et électroniques. L'industrie automobile de l'Amérique latine en est un bon exemple. Celle-ci est aux mains des firmes nord-américaines, européennes et japonaises. Le Brésil est devenu le 8e constructeur mondial et le Mexique le 11e. La majorité des IDE s'orientent aujourd'hui vers les services qui ont été ouverts à la concurrence : télécommunications, services financiers, services publics.

**- L'impact de la mondialisation sur l'agriculture et sur le monde rural.** L'agriculture et l'élevage comportent des secteurs depuis longtemps mondialisés avec le café (Brésil, Colombie, Costa Rica), le cacao (Brésil), le sucre de canne (Antilles, Brésil), la viande (Argentine). Il faut y ajouter des productions plus récemment développées et exportées telles que le soja du Brésil, les fruits du Chili, les fleurs coupées de Colombie et les poulets du Brésil. Le Brésil de Lula (document 3) est le porte-parole des pays du Tiers Monde au sein des instances internationales (FMI, OMC) et des Forums internationaux (Pôrto Alegre, Davos). Le Brésil anime le G-20 aux côtés de l'Inde, de la Chine et de la Russie en réclamant plus de justice dans les échanges agricoles et un commerce plus équitable. Les enjeux sont différents pour l'agriculture modernisée et exportatrice des grandes propriétés ouvertes au capital étranger et pour l'agriculture vivrière des petites propriétés et des paysans sans terre. La mondialisation dissocie ici résultats économiques (le Brésil est un géant de l'agroalimentaire) et amélioration sociale en repoussant vers les villes les bras rendus inutiles du fait de la modernisation des grands domaines. Le triomphe du libéralisme se traduit par l'abandon des réformes agraires au Chili, au Pérou et même au Mexique avec la disparition effective des "ejidos" depuis la présidence de Salinas de Gortari (1992). La crise sociale se déplace vers les villes.

**- Les dynamiques territoriales**

La mondialisation agit sur les espaces qu'elle dynamise et insère dans les échanges internationaux. C'est le cas de l'agriculture capitaliste ou des industries maquiladoras au Mexique. Il existe aussi un secteur tertiaire modernisé avec de bonnes infrastructures de transports et de télécommunications (souvent privatisées). Les activités financières se sont également développées avec l'ouverture à la globalisation financière et le tourisme s'est développé dans des pays comme le Mexique.

Des territoires sont désormais intégrés dans la mondialisation, c'est le cas de la région centre du Mexique et de la région de São Paulo, Buenos-Aires ou des grandes métropoles de l'Amérique latine comme Santiago, Lima, Bogota... La mondialisation accentue la fracture sociale : les quartiers d'affaires (la ville verticale) fréquentés par une population "mondialisée" côtoient les bidonvilles (favelas de Rio).

La mondialisation accentue les antagonismes régionaux. A. Musset montre bien l'ambiguïté d'un Mexique tiraillé entre un Nord (Mexamérique) plus industrialisé, attiré par les Etats-Unis, et un Sud (Mésoamérique) plus agricole et plus indigène dont les



caractéristiques socio-économiques rappellent celles de l'Amérique centrale. D'une manière plus générale les régions andines ont plus de mal à se situer dans la mondialisation et maintiennent des économies traditionnelles. L'économie souterraine est aussi stimulée par la mondialisation. La Colombie est le premier producteur de coca et le premier fournisseur de cocaïne entrant aux Etats-Unis. Les fronts pionniers comme celui de l'Amazonie sont, par contre, depuis longtemps concernés par la spéculation internationale. Le sort réservé aux indiens reste préoccupant.

### III. L'Amérique latine peut-elle définir sa propre voie face à la mondialisation ?

#### - L'Amérique latine face à la "mondialisation américanisée"

La mondialisation de l'économie est pour beaucoup synonyme d'américanisation de la planète, la proximité des Etats-Unis crée des relations asymétriques avec les pays de l'Amérique latine. Au plan politique l'Amérique latine a subi les luttes idéologiques contre les régimes néo-marxistes (Cuba). Au plan économique l'Amérique latine est un continent périphérique qui doit dans le cadre de la DIT approvisionner les Etats-Unis en produits tropicaux, matières premières, pétrole, et être un débouché pour les produits américains. Au plan des échanges commerciaux les Etats-Unis sont le partenaire dominant pour de nombreux pays. La moitié du stock des IDE de l'Amérique latine est détenu par les EU. Au plan migratoire les 25 millions d'émigrés latino-américains résidant aux Etats-Unis envoient chaque année à leurs familles un montant équivalent à celui de la totalité des IDE vers le continent.

**L'ALENA (1994)** représente la version américaine de l'intégration de l'Amérique latine dans le processus de mondialisation. Première étape de généralisation du libre-échange à l'ensemble du continent américain (ZLEA). Le traité vise la création d'un marché unifié par la suppression de toutes les barrières douanières. Depuis sa création les exportations mexicaines avec les EU ont été multipliées par 3, les IDE des EU vers Mexique ont été dynamisées mais il faut noter aussi la forte progression des IDE asiatiques visant le marché américain. Les Etats-Unis fournissent les 2/3 des importations mexicaines et absorbent 82% des exportations.

#### - La "construction régionale" : les gradients de la dépendance vis à vis des Etats-Unis

Les tentatives de "constructions régionales" illustrent les gradients de la dépendance vis-à-vis des Etats-Unis. Cela peut-être illustré par de multiples tentatives aux fortunes diverses. L'**ALALE** (Association latino-américaine de libre-échange, regroupant le Mexique, et les Etats d'Amérique du Sud moins les Guyanes), qui devient en 1980 l'**ALALI**. Le **MCCA** Marché commun centre américain, la Communauté et marché commun des Caraïbes, **CARICOM** créé en 1973. La **Communauté des Nations Andines** (Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou Venezuela). Le **MERCOSUR** qui est entré en vigueur en 1991 et qui prévoit la libre circulation des marchandises et des services, la création d'une union douanière et la mise en place de politiques macroéconomiques entre l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. La Bolivie, le Chili, l'Equateur, la



Colombie, le Venezuela sont devenus des membres associés. Le MERCOSUR permettra-t-il de conserver une autonomie "latine" en multipliant les accords avec l'UE et les pays d'Asie ? L'UE est le 1er partenaire commercial du MERCOSUR et le 1er investisseur. En descendant vers le sud du continent, l'influence américaine diminue et l'intégration commerciale entre les pays latino-américains progresse. L'Europe est le premier partenaire du Brésil, les pays miniers de la façade pacifique (Pérou, Chili) ont l'Asie comme principal client. L'Argentine et l'Uruguay exportent leurs productions agricoles vers l'Asie.

**- Les facteurs géopolitiques**

Une partie grandissante de l'Amérique latine conteste le "leadership" américain. Le Mexique qui est considéré comme le pays le plus proche des Etats-Unis a refusé la guerre en Irak. Le Brésil cherche à réduire l'attraction américaine et aspire à être le centre d'une Amérique latine autonome. Les Brésiliens investissent au Paraguay et en Bolivie. Pour le Paraguay, la Bolivie et surtout pour l'Argentine, le Brésil devient un "géant" qui est plus gênant que les Etats-Unis. La principale victime de la nationalisation récente des hydrocarbures boliviens est Pétrobras, la major brésilienne ! Les résultats électoraux récents font qu'on parle désormais de "virage à gauche", de "Révolutions en Amérique latine". Les triomphes électoraux du leader bolivien Evo Morales, de Michelle Bachelet au Chili prolongent ceux de Vazquez en Uruguay, de Kirchner en Argentine, de Chavez au Venezuela et de Lula au Brésil. Hugo Chavez est la figure emblématique de la résistance aux Etats-Unis. Le Venezuela qui vend 40% de son pétrole aux EU brandit la menace de l'approvisionnement. H. Chavez a consolidé ses accords de troc avec Cuba, il offre du pétrole à bas prix et rachète une partie de la dette des pays endettés. Il est l'inspirateur d'une "Amérique puissance" capable de faire pendant aux Etats-Unis faisant référence à la vision de Simon Bolivar. D'autres élections au Mexique, au Pérou ou au Nicaragua pourraient encore amplifier le phénomène. Hugo Chavez fait des émules, Evo Morales en annonçant qu'il allait nationaliser le secteur énergétique de la Bolivie, tourne le dos à un quart de siècle de libéralisation en Amérique latine.

**- Les enjeux sociétaux**

C'est au Brésil à Pôrto Alegre que naît en 2001 le Forum social mondial. Il regroupe de multiples organisations, associations, syndicats, ONG, formations politiques de gauche ou d'extrême gauche, écologistes, paysans sans terre. La charte des principes du Forum social mondial dit son opposition à la mondialisation libérale et met l'accent sur des revendications sociétales. Le "consensus de Pôrto Alegre" peut-il supplanter celui de Washington ? Le mouvement alter mondialiste est un mouvement planétaire qui malgré son extrême diversité a réussi à faire prendre en compte par les gouvernements la nécessité d'un "développement durable".

L'homogénéisation culturelle enfin n'annonce-t-elle pas la fin de la diversité culturelle ? L'anglais est promu par la mondialisation au sein des élites latino-américaines mais la mondialisation ne fait pas que menacer la culture latino-américaine elle la répand aussi dans le monde (tango, salsa, cuisine tex-mex). Les Etats-Unis se sentent parfois menacés.



### Conclusion

La mondialisation est-elle un facteur d'intégration de tout le continent ou verra-t-on une plus grande autonomie régionale de l'Amérique latine vis-à-vis des Etats-Unis ? Les problèmes locaux et les antagonismes demeurent dans un continent où la question centrale reste celle de l'amélioration des niveaux de vie des populations. Destructrice mais aussi matrice du développement la mondialisation, reste ambivalente pour l'Amérique latine.

### CROQUIS

Les grands foyers économiques de l'Amérique latine (5 points)

#### Éléments pris en compte pour la correction :

- la clarté de la légende
- l'ordonnement des idées et la faculté de réaliser une synthèse cartographique parlante
- la qualité du graphisme de la carte
- la précision dans les localisations (les cartes muettes ne sont pas acceptables) ; les principales villes doivent être nommées sur la carte, elles constituent ici des foyers économiques que l'on peut hiérarchiser.
- les grandes spécialisations agricoles, les activités industrielles, le tertiaire (tourisme), les infrastructures.
- les relations avec l'extérieur (flux pétroliers, industriels, agricoles, IDE, mouvements de population...).

Les croquis faisant apparaître une hiérarchisation des foyers économiques avec des "centres" intégrés directement à l'économie mondiale (Mexico-Guadalajara, Rio-São Paulo auxquels on peut ajouter Buenos Aires) et des "périphéries intégrées" à la mondialisation comme l'interface dynamique de la frontière américano-mexicaine (maquiladoras) ou le Yucatan touristique ont été valorisés. Les intégrations régionales (Alena, Mercosur...) pouvaient également figurer sur la carte.

### SUJET 2

Croissance économique et mutations sociales au XXe siècle : y a-t-il une "exception française" ?

#### Analyse du sujet

#### L'énoncé : les mots du sujet

La croissance économique est d'abord un phénomène quantitatif, c'est-à-dire l'augmentation durant une longue période de la production de biens et de services. Elle se mesure par des outils statistiques comme ceux qui sont présentés dans le premier





document (PIB, répartition de la valeur ajoutée par secteur, commerce extérieur). La croissance se caractérise également par des transformations qualitatives. C'est le processus de "destruction créatrice" analysé par Schumpeter. Elle s'accompagne de modifications structurelles, techniques, sectorielles, démographiques, sociales. La formulation du sujet conduit à établir la relation entre la croissance économique et les métamorphoses de la société.

C'est dans le cadre de cette relation qu'il faut répondre à l'interrogation sur l'existence d'une "exception française", d'une singularité, qui sera précisée par une démarche comparative avec des pays similaires, pays capitalistes développés et notamment européens.

### Les connaissances

Les candidats devront bien sélectionner les connaissances utiles à la démonstration, la période à examiner est longue, elle s'étend à la totalité du XXe siècle. De nombreux candidats semblent avoir été gênés par un manque de connaissances sur la première moitié de la période. Il faut ici répéter que le nouveau programme ne commence pas en 1945 et qu'ÉCRICOME s'efforcera de prendre en compte sa nouvelle dimension.

### Problématique/ Plan

"L'exception française" mythe ou réalité ? Y a-t-il une "exception française", un "modèle français" ? Le devoir devra envisager cette question sur tout le XXe siècle. Il apparaît que le concept d'exception française ne signifie pas la même chose au début et à la fin du siècle. Il faudra définir ce que peut être "l'exception française" ou les "exceptions françaises" dans cette histoire longue. Quelle est la portée de cette interrogation dans le contexte actuel de construction européenne et de mondialisation ? La démonstration doit aboutir à une conclusion clairement formulée. La question de l'existence ou non d'une "exception française" actuelle fait débat. Les candidats peuvent conclure positivement ou négativement à condition de justifier leur choix par une solide argumentation.

Pour le plan, plusieurs options étaient possibles et ont été acceptées par les correcteurs dans la mesure où elles mettaient l'accent sur les thèmes à traiter. Des candidats ont opté pour un plan dialectique qui posait la question de "l'exception française" sur toute la période.

Le sujet couvrant la totalité du XXe siècle, une réflexion menée à partir d'une articulation chronologique, a été souvent préférée et elle sera choisie dans le corrigé qui suit. La question de l'existence d'une "exception française" sera d'abord posée pour la période qui va de la "Belle époque" à la Seconde Guerre mondiale. La spécificité française se traduit ici par la stagnation démographique, économique et sociale.

La période qui s'ouvre avec les Trente Glorieuses constitue une phase extraordinaire de dynamisme économique pour la France. C'est alors que s'affirme une autre exception, un véritable modèle français, c'est l'apogée du social-colbertisme.

Assiste-t-on enfin à la remise en cause de cette exception du fait de la construction européenne, de l'influence grandissante du capitalisme anglo-saxon et finalement du triomphe de la mondialisation ?



## Développement

### I. Le retard français, paradigme d'une première "exception française". Cinquante ans de stagnation économique et sociale ?

#### A. La France de la première moitié du XXe siècle : une exception démographique en Europe

- *La faiblesse démographique.* La stagnation démographique (41M d'habitants en 1911, 41,5 en 1936, 40 en 1946) pèse sur le dynamisme économique. La transition démographique française est originale car on assiste d'abord à une baisse du taux de natalité avant la baisse du taux de mortalité. La France du début du XIXe était le pays le plus peuplé d'Europe. Depuis cette époque, jusqu'au milieu du XXe siècle, la France est le pays d'Europe qui a connu l'accroissement de population le moins fort lors de sa transition démographique. L'exception démographique française fait de la France en Europe, la lanterne rouge de la fécondité. Une des explications fait référence aux effets négatifs sur les naissances, du Code civil Napoléonien, qui supprime le droit d'aînesse et oblige au partage des terres. Le déficit des naissances du aux guerres accentue cette tendance.

- *La France contrainte de faire appel à l'immigration étrangère.* Elle se distingue de ses voisins car c'est depuis le XIXe siècle un pays d'immigration. Depuis la fin du XIXe siècle, les générations ne se renouvèlent plus. On recense officiellement 1,2 millions d'étrangers en France en 1911 et 3millions en 1931. Ces chiffres sous estiment la réalité. Les Italiens, les Polonais et les Espagnols forment les effectifs les plus nombreux de l'entre-deux guerres. La situation démographique de la France dans les années 30 est catastrophique. Le nombre moyen d'enfant par femme devient l'un des plus faibles du monde !

- *Population et économie.* Les contemporains se sont opposés sur le rôle qu'il fallait accorder à la démographie pour tenter d'expliquer ce qui semblait être le retard français. On doit constater que le dynamisme économique du début du siècle a coïncidé avec une période de grande faiblesse de la natalité. Le postulat démographique dans l'idée du déclin doit aussi tenir compte des inquiétudes liées aux guerres et à la peur fondée d'un effectif militaire trop faible.

#### B. Un pays moins dynamique que ses voisins immédiats. L'inertie française : une exception en Europe ?

- *C'est un pays moins industrialisé que l'Angleterre ou que l'Allemagne.* Pourtant la France s'est engagée juste après l'Angleterre dans la révolution industrielle, mais sa progression, ensuite, sera lente. C'est un pays semi-industrialisé ou la concentration des entreprises reste plus faible que dans les pays comparables. En 1939 la France est la seule grande puissance économique qui n'est pas sortie de la crise.



- *Un "pays de rentiers"*. Les français ont une préférence pour les placements fonciers ou les emprunts d'Etat. L'Etat qui doit compenser par des actions volontaristes le comportement frileux des français intervient assez peu dans la première moitié du XXe siècle. Les nationalisations du Front populaire sont limitées (Banque de France, industries d'armement) et l'acquis est surtout social avec l'essor des conventions collectives, la réduction du temps de travail et les congés payés. L'industrie pour se développer doit s'autofinancer. L'initiative privée fait globalement défaut, cela explique aussi la stagnation constatée.

- *C'est un pays plus agricole et plus rural que ses principaux voisins.*

En 1914, la France compte 56% de ruraux contre 22% pour le Royaume-Uni et 40% pour l'Allemagne. L'agriculture occupe 40% des actifs en 1914 contre 11% au Royaume-Uni, les petites propriétés familiales dominent.

Le secteur tertiaire progresse mais il reste encore dominé la domesticité.

L'urbanisation est moins poussée qu'ailleurs : 44% de citadins en 1914, 5 villes dépassent le chiffre de 100 000 habitants, contre 50 en Allemagne. Ceci est néfaste à l'économie qui n'est pas stimulée par les commandes publiques en biens d'équipements. La société française reste très inégalitaire. Les progrès profitent surtout aux classes aisées, le monde des campagnes est peu touché par les évolutions. La mobilité sociale est réduite.

### **C. Un retard ou un recul à relativiser ?**

- *La France de la Belle Epoque est aussi une période de stabilisation politique, de modernisation, de croissance économique et de rayonnement culturel.* L'exposition universelle de Paris en 1900 reçoit 50 M de visiteurs. Les performances de l'économie française existent bel et bien au début du siècle. La France est un pays pionnier pour la seconde industrialisation. L'électricité, l'aluminium, l'automobile (Peugeot et Renault), l'aviation sont des secteurs en pleine croissance. L'industrie contribue alors à la formation du tiers du produit intérieur. Le taux de croissance industriel reste élevé jusqu'à la crise de 1929. Pour J.C. Asselain le retard est à relativiser et les structures économiques de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne restent proches et peuvent être comparées.

- *Le thème du déclin.* C'est à partir des années 30, avec la crise économique, politique, sociale, l'affaiblissement démographique et le spectre de la guerre contre l'Allemagne que se forge l'idée du déclin de la France. Certes la société française semble figée avec une place très forte pour la paysannerie et le petit commerce. La consommation des ménages reste faible. La question du retard français doit cependant être nuancée car la France a connu au cours du XXe siècle les deux guerres mondiales qui se sont déroulées sur son territoire. La spécificité française, c'est un recul économique. La production industrielle de la France a régressé par rapport à la production mondiale.



**II. Après la Seconde Guerre mondiale il existe une exception française qui est un véritable "modèle" socio-économique.**

**A. L'Etat maître d'œuvre du "modèle français".**

L'exception française change de nature après la Seconde Guerre mondiale et avec les Trente Glorieuses. Elle se définit par l'importance du rôle joué par l'Etat dans la mise en place d'une "démocratie économique et sociale".

- *Les nationalisations.* Le Colbertisme incarnait déjà la doctrine mercantiliste de l'Etat monarchiste. Sous le second Empire les ingénieurs et cadres de l'Etat fortement imprégnés par le courant Saint-simonien ont eu le souci du développement des grandes infrastructures de transport (chemins de fer). La montée du courant socialiste en 1936 se traduit par quelques nationalisations mais c'est surtout après la Seconde Guerre mondiale que les partis au pouvoir veulent réformer le capitalisme et réalisent un important programme de nationalisations. Elles sont plébiscitées par le Parti communiste, par les socialistes mais aussi par le général de Gaulle. Les nationalisations concernent des secteurs vitaux comme l'énergie (Charbonnages de France, E.D.F.-G.D.F), les transports aériens (Air-France), les banques, l'automobile (Renault) et les moteurs d'avions. Elles sont le fer de lance de la reconstruction du pays et contribuent à la naissance du nouveau modèle français.

- *La planification.* Elle est un des aspects les plus originaux du modèle français. Elle est un des principaux outils de la reconstruction avec le Plan Monnet de modernisation qui coïncide avec l'aide du plan Marshall. Le Plan, "l'ardente obligation" (général de Gaulle), est "exécutoire" dans le secteur nationalisé, il sert de cadre incitatif pour le secteur privé. Il est aussi un instrument de démocratie sociale et économique, associant dans son élaboration des représentants de l'Etat, des entreprises et des syndicats.

- *L'aménagement du territoire.* L'exception française c'est aussi la politique d'aménagement du territoire pilotée par la DATAR (1963) et qui tente de corriger les grands déséquilibres régionaux (Paris et le désert français de J-F Gravier), c'est une voie originale et ambitieuse faisant intervenir l'Etat dans une démarche volontariste.

- *L'Etat providence.* L'Etat cherche à favoriser la croissance en jouant sur les mécanismes de soutien à la consommation (création du SMIG en 1950 devenu le SMIC en 1970) et de redistribution par la création de la Sécurité sociale en 1945.

**B. L'apogée du "modèle français"**

- *La plus forte croissance économique de l'histoire.* La fin de la Seconde Guerre mondiale marque une rupture. La stagnation de l'économie française de la première partie du siècle cède la place à une période de croissance exceptionnelle malgré les "à coups" de 1973 et de 1993 (document 1). Le taux de croissance du PIB est de 4,6% pendant les années 50 et de 5,5% entre 1958 et 1973. La productivité du travail et le taux





d'investissement atteignent des sommets jamais égalés. On parle de "miracle économique français". La France se situe dans le peloton de tête des pays industrialisés pour la croissance qui devient plus faible avec la crise depuis les années 70.

- *La France : une économie tertiarisée, avec une forte permanence du secteur industriel et une agriculture à la faible population active mais très performante.*

Le secteur tertiaire progresse, y compris aux dépens de l'industrie à partir des années 80. La France devient de plus en plus une économie de services (doc 1).

Le secteur primaire ne cesse de reculer dans la population active, mais l'agriculture stimulée par la PAC se modernise, fortement exportatrice, elle est qualifiée de "pétrole vert" du pays (document 5).

Le secteur secondaire est stimulé par la "politique industrielle à la française" menée par l'Etat qui se substitue au secteur privé défaillant (la Caravelle, le Concorde, Airbus, le plan calcul, la force de frappe, les sous-marins nucléaires, le TGV, le spatial). L'action de l'Etat est omniprésente et les économistes emploient le terme de "modèle industriel-colberto-gaulliste". L'Etat favorise l'émergence de champions nationaux (CII, SNIAS). "L'Etat marieur" encourage les concentrations industrielles (rapprochement d'Usinor et de Wendel-Sidelor). L'Etat relève le défi énergétique en lançant dans les années 70, le programme le plus "ambitieux du monde" en matière d'énergie nucléaire. La France devient la deuxième puissance nucléaire du monde, après les Etats-Unis, réduisant le taux de dépendance énergétique à 50%.

- *L'ouverture.* L'autre fait marquant est l'ouverture du pays sur le monde extérieur, le taux d'ouverture qui est de 10% en 1960 est de 15% en 1973. C'est au début de la Ve République que la France se détache de son Empire. Le choix de la construction européenne sonne aussi le glas de l'économie fermée. La France développe (document 3) et réoriente son commerce extérieur vers la CEE. Les 2/3 des échanges extérieurs du pays se font avec l'UE à la fin du siècle.

### C. Les mutations de la société

- *Le modèle démographique du "baby-boom" de l'après-guerre au service de la croissance.* L'augmentation de la population depuis la Seconde Guerre mondiale est un fait exceptionnel dans l'histoire de la France. La population française est passée de 40 millions d'habitants en 1946, à 52 millions en 1973, pour atteindre 60 millions à la fin du siècle. Cet accroissement est dû à une remontée spectaculaire de la fécondité. La France est au 1er rang des pays industrialisés pour son taux de natalité en 1947(21,3°/oo). La baisse de la mortalité est régulière jusqu'à un niveau plancher de 9°/oo. La chute de la mortalité infantile qui traduit les progrès sanitaires et sociaux, atteint le seuil quasiment incompressible de 5°/oo. Les conséquences du baby-boom entraînent de nouveaux besoins en équipements (Logements, Hôpitaux, Collèges, Lycées, Universités).

- *Les mutations de la population active(s) lentes jusqu'en 1945 s'accroissent.* L'exode



rural s'accélère, les villages sont déstructurés, c'est la "fin des paysans" (H. Mendras). Les ouvriers voient leur nombre progresser jusqu'à la fin des années 60. La France doit aussi faire appel à l'immigration, surtout depuis le milieu des années 50 : Espagnols, Portugais, immigrés d'Afrique du Nord. La France compte 1,5 million d'étrangers en 1954 et 3,5 millions en 1975.

La croissance du secteur tertiaire devient par la suite irrésistible avec la poussée de la fonction publique, le développement des moyens de transport et l'accession massive des femmes au monde du travail (enseignement, santé, bureaux).

- *Le pouvoir d'achat des ménages s'accroît, les classes moyennes accèdent massivement à la société de consommation.* Le nombre d'automobiles augmente considérablement, 3 millions de Français possèdent une voiture en 1960, ils seront 25 millions en 1990. Les biens d'équipements ménagers se multiplient (réfrigérateurs, téléviseurs). La société s'urbanise de plus en plus et un "modèle de vie à la française" uniformise les comportements avec l'apparition des grandes surfaces et la diffusion des produits standardisés. Le pouvoir d'achat des ménages se renforce, on assiste à une flambée de la consommation qui est génératrice d'inflation. Les personnes âgées restent cependant les oubliées des Trente Glorieuses.

### III. La fin de "l'exception française" ?

#### A. La remise en cause du modèle

- *Les premiers craquements.* Dès 1968 avant même que la crise ne l'ébranle, le modèle voit apparaître ses premières fissures (P. Gauchon, *Le modèle français depuis 1945*, PUF, 2006). Elles concernent d'abord la vie sociale avec les événements de "Mai 68" qui sont aussi une révolte contre les contraintes imposées par la société de consommation. Le modèle économique n'est pas remis en cause mais de profonds changements interviennent. Le pragmatisme de G. Pompidou tranche avec la politique du général de Gaulle : dévaluation de 1969, levée du veto sur l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE. La France accentue son ouverture sur l'Europe et "amorce une politique contractuelle" qui limite le pouvoir de l'Etat et remet en question le modèle français.

- *La contrainte internationale.* La France prend conscience de sa dépendance avec les chocs monétaire et pétrolier de 1971 et 1973. La politique de V. Giscard d'Estaing s'éloigne du "modèle" et évolue vers plus de libéralisme. Les prix sont libérés par le ministre des finances R. Monory, ce qui permet la restauration des profits pour les entreprises. Deux maux persistent : le chômage et l'inflation.

- *Le retour momentané au "modèle français".* L'élection de F. Mitterrand en 1981 est le prélude d'une rupture avec la politique précédente mais aussi avec celle des autres grands pays industrialisés influencés par le Thatcherisme et la Reaganomics. Il s'agit de favoriser l'emploi par une politique de relance, mais aussi de procéder à une grande vague de nationalisations (Pechiney, CGE, Saint-Gobain, Rhône-Poulenc, Thomson,



51% de Dassault, 36 banques). Le secteur public occupe désormais 20% de l'emploi. La France renoue avec la politique du champion national. La planification est relancée et la loi de décentralisation de 1982 accroît les capacités de financement des collectivités territoriales.

Mais cette orientation politique doit être très vite abandonnée du fait de son bilan qui s'avère décevant (stagflation persistante, déficit extérieur) et de la contrainte extérieure.

### B. L'exception française sur la voie de la normalisation

- *Le tournant de 83.* Le choix de la "rigueur" éloigne la France de son modèle et les objectifs économiques s'alignent sur ceux des autres pays occidentaux. Les gouvernements socialistes en viennent à promouvoir l'économie de marché y compris dans les entreprises publiques. L'alternance politique se traduit par une continuité économique.

- *L'abandon de l'exception française passe par le démantèlement du secteur public.* Les vagues successives de privatisations sont faites aussi bien par la droite que par la gauche. Privatisations des gouvernements : Chirac (1986-1988), Rocard, Cresson et Bérégovoy (1988-1993), Balladur (1993-1995), Juppé (1995-1997, Jospin (1997-2002), Raffarin (2002-2005). Le secteur public ne représente plus que 5% de l'emploi public en 2005. Le plan n'est plus qu'un organe de réflexion sur les mutations en cours. Les activités financières sont libéralisées (réforme de la bourse en 1986, création du MATIF)

- *L'emploi.* La politique de l'emploi allie des mesures en faveur du "traitement économique du chômage" (plus grande flexibilité du travail (86-87), suppression de l'autorisation administrative de licenciement en 1986 et du "traitement social du chômage". Le gouvernement de L. Jospin relance l'embauche de fonctionnaires, il crée les emplois jeunes et la loi sur les 35h. Le taux de chômage qui baisse entre 1997 et 2002 reste cependant très élevé par rapport aux autres pays de l'UE. Les français manifestent majoritairement leur désapprobation face aux tentatives faites pour rendre les emplois plus flexibles (crise du CPE). La nouvelle pauvreté est cependant largement liée au chômage (document 6).

### C. Démystifier "l'exception française"

- *Les contraintes de l'ouverture européenne.* En 1983 F. Mitterrand en choisissant l'Europe a tourné le dos au "modèle". La relance de la construction européenne est l'œuvre de Jacques Delors soutenu par F. Mitterrand et H. Kohl. La réalisation du Grand Marché de 1993 fonde un mythe vertueux et devient en France un substitut à la modernisation (A. Minc). La libre circulation des marchandises, des capitaux, des services, des personnes est une avancée qui ne permet plus de retour en arrière. Le choix des critères de convergence pour le passage la monnaie unique devient contraignant, il privilégie la lutte contre l'inflation à celle contre le chômage. Cela implique pour la France l'adoption de la politique de désinflation compétitive appliquée par



l'Allemagne. Les opposants à l'UEM lui reprochent son caractère supranational. La France étant dépossédée de son privilège souverain d'émettre de la monnaie, la politique monétaire est aux mains d'un organisme supranational non élu (BCE). Le Pacte de stabilité et de croissance impose par ailleurs à la France une rigueur budgétaire permanente.

- *La mondialisation et la fin du modèle capitaliste français.* La globalisation de l'économie se traduit par le triomphe du marché. Le libre échange devient le principe majeur des relations économiques. Le capitalisme français doit s'adapter à la généralisation de règles libérales prônées par l'OMC. Le désengagement de l'Etat et l'internationalisation du capital ont fait de la France un pays plus "internationalisé" que les Etats-Unis (document 7). Comme dans la sphère anglo-saxonne le "corporate governance" c'est-à-dire le pouvoir des actionnaires a pris le dessus sur le capitalisme managérial. Les actionnaires non résidents possèdent plus de la moitié du capital de TotalFinaElf, d'Aventis, de Vivendi, de la Société générale, de Suez ou de Michelin. Le capitalisme français est désormais intégré à la sphère mondiale (mariage Alcatel-Lucent ou OPA de MITTAL STEEL sur ARCELOR).

- *La société française suit une évolution semblable à celle des autres pays industrialisés.* Comme ses voisins immédiats les Français subissent la mondialisation avec les délocalisations industrielles mais profitent aussi de toutes les richesses qu'elle leur apporte. Malgré un taux de fécondité qui la place au premier rang européen (document 4), la population française vieillit et la question du financement des retraites n'est pas réglée par l'adoption de la récente loi Fillon.

La défense du modèle se déplace de l'économique vers le social et le culturel. Ceci se traduit par un ensemble de mesures dont on peut prendre quelques exemples : création du RMI et de la CSG (Rocard), de la RDS (Juppé), de la CMU et des 35h (Jospin), de la loi de cohésion sociale (Borloo). Pourra-t-on conserver un modèle social en renonçant au modèle économique ? Dans un même esprit tous les gouvernements défendent l'exception culturelle ultime réduit de "l'identité française", mais pour combien de temps ?

### Conclusion

Il faut parler de singularités plutôt que d'exception ou de modèle français. Ne pourrait-on pas également évoquer une exception anglaise ou allemande ? La formule n'occulte-t-elle pas les dynamiques de changement à l'œuvre en France comme dans d'autres pays ? La France d'aujourd'hui ne ressemble plus à la France de 1914 ou à celle de l'après Seconde Guerre mondiale. La fin du modèle français se situe au début des années 80. Pour de nombreux auteurs étrangers la France ne se singulariserait pas autant qu'elle le pense des autres pays comparables, mais comme le souligne avec humour l'historien anglais Théodore Zeldin "la France est un pays d'exception parce qu'elle ne se lasse pas de se demander en quoi elle est un pays d'exception".